

CLÔTURE DES TRAVAUX DU 12^e CONGRÈS DE L'UGTA

La composition du secrétariat national reportée au 25 janvier

C'est par l'adoption de la liste des membres de la Commission exécutive nationale (CEN), que les travaux du 12^e Congrès national de l'UGTA ont pris fin hier dans la matinée. Composé de 187 membres, le «parlement» de l'UGTA est représentatif de l'ensemble des structures horizontales et verticales, soit les unions de wilayas et les fédérations.

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - La première observation qui se dégage à la lecture de la composante de la commission exécutive nationale de l'UGTA est relative à la moyenne d'âge de ses membres. Ces derniers ont, dans leur majorité, dépassé largement l'âge de la soixantaine, ce qui présage un vieillissement de la composante du futur secrétariat national. Une approche qui s'inscrit à contre sens des «aspirations» affichées quelques mois avant la tenue du congrès par le secrétaire général sortant.

Abdelmadjid Sidi Saïd, plébiscité pour un troisième mandat à la tête de l'UGTA avait déclaré il y a peu de temps que «l'UGTA inscrit sa stratégie dans une perspective de rajeunissement de ses structures». Or, la réalité est toute autre. Seconde remarque :

les membres de la CEN sont, dans leur majorité, responsables de structures syndicales et ce, qu'elles soient verticales ou horizontales, ce qui constitue en soit une contradiction. Le cumul des postes exécutifs au sein de l'UGTA avait suscité de tout temps des conflits d'intérêt.

Enfin la troisième remarque réside dans le fait que les membres du secrétariat sortant ont d'ores et déjà affiché leur ambition de postuler pour un autre mandat au sein du secrétariat à l'exception d'Abdelkader Malki. Ce dernier, qui est considéré comme le doyen de l'UGTA a annoncé officiellement son retrait de toute responsabilité au sein de la centrale syndicale. Il n'en demeure pas moins que la particularité de cette CEN de l'UGTA issue du 12^e congrès réside dans «l'intégration» surprise du chef du



Photo : Samir Sid

Sidi Saïd s'inscrit dans une perspective de rajeunissement de ses structures.

parti majoritaire, le FLN, M. Amar Saâdani. Question : le secrétaire général de l'ex-parti unique ambitionne-t-il éventuellement d'être à la tête de l'UGTA dans le cas où.. ? Une question qui reste entièrement posée, lui qui avait occupé jusque là tous les postes de responsabilités.

Cela dit, dans son allocution à la clôture du Congrès, le secrétaire général de l'UGTA, Abdelmadjid Sidi Saïd, a souligné que la centrale syndicale «demeure fière et convaincue de la mission qui lui incombe et reste déterminée à contribuer efficacement à la sauvegarde de la paix et la stabi-

lité de l'Algérie et au développement de son économie ». Il a réitéré que l'UGTA «est une organisation syndicale au service de la République algérienne qui œuvre aux côtés des travailleurs algériens», ajoutant que sa composante comporte des «hommes et des femmes animés d'une ferme volonté et d'une détermination pour bâtir la Nation».

M. Sidi Saïd a saisi cette occasion pour renouveler la reconnaissance et la gratitude de l'UGTA au président de la République, Abdelaziz Bouteflika, pour toutes les décisions qu'il a prises au profit des travailleurs algériens. Il a, par ailleurs, salué la jeunesse algérienne «qui n'a pas cédé aux chants des sirènes au moment des révoltes populaires observées dans certains pays au nom du «printemps arabe», affirmant que cette jeunesse «a fait preuve de conscience et de maturité».

Ceci étant, la dernière étape tant attendue pour clore définitivement les assises du 12^e congrès est celle du 25 janvier prochain. C'est ce jour que seront connus au suffrage universel les membres du secrétariat national.

A. B.

DES FESTIVITÉS OFFICIELLES DE YENNAYER 2965 Y SONT PRÉVUES

Yennayer, journée chômée et payée, annoncé depuis Bouira ?

Les hautes autorités du pays qui ont longtemps été sourdes aux appels du cœur de tout un peuple pour l'institutionnalisation de la date Yennayer comme journée chômée et payée, ont-elles décidé enfin de répondre favorablement à cette demande ?

En tout cas, à voir les préparatifs concernant cet événement qui a toujours été passé, côté officiel, sous silence sinon timidement à Bouira, si ce n'est les activités des associations culturelles et autres mouvements revendicatifs qui organisaient à chaque occasion des marches et des meetings pour réitérer la demande légitime d'inscrire cette date phare et faisant partie du patrimoine immatériel algérien, de tous les Algériens, comme journée fériée. A voir tous ces préparatifs, on est enclin à penser que cette demande sera enfin accordée et annoncée officiellement depuis Bouira par le ministre de la Communication. Ce, d'autant que tous les partis politiques sont aujourd'hui d'accord pour inscrire cette date parmi les fêtes nationales, déclarées journées chômées et payées comme le 1^{er}-Novembre et le 5-Juillet. Une demande réitérée également cette semaine par le Haut-commissariat à l'amazighité (HCA), qui rappelle la justesse de cette revendication.

Cela étant, et pour revenir à cet événement, c'est-à-dire les festivités officielles commémorant le premier jour de l'an amazigh, Yennayer 2965, correspondant au 12 janvier de chaque année, un riche programme est tracé pour la journée du 11 janvier, soit la veille de Yennayer, par la Radio Chaîne II, d'expression amazighe, en collaboration avec Radio Bouira, la Direction de la culture, le HCA, l'Onda et bien entendu, la wilaya de Bouira. Durant cette journée, des conférences sur le thème sont prévues à la maison de la culture Ali-Zamoum où plusieurs chercheurs et anthropologues y sont conviés à l'occasion, à l'instar d'Ali Sayad, anthropologue, Helouane Hocine, professeur de littérature et producteur d'émissions radiophoniques, Hamid Bilek du HCA et Rachid Oulebsir, écrivain, ainsi que le doyen de la faculté des lettres à l'université de Bouira, Mohamed Djellaoui. Outre ces conférences durant la journée, il sera également question du lancement officiel d'une radio musicale web amazigh (Radio Tisnat Music) ; alors que dans la soirée, un concert qui regroupera des artistes venus de diverses régions amazighes d'Algérie, du Djurdjura, du Chenoua, de l'Algérois, de l'Ahaggar et du Tassili. Notons qu'outre ces festivités officielles, plusieurs associations culturelles ont également tracé des programmes comme l'association Al Kawthar de Taghzout, ou encore celles de M'chedallah, Haïzer, Bechloul, etc.

COMMERCE ÉLECTRONIQUE

Une loi en préparation

Le développement du commerce électronique et du paiement électronique est impulsé, au moins sur le plan législatif. Un projet de loi sur le e-commerce et le e-paiement ainsi que deux autres textes législatifs concernant l'administration électronique et la protection des données personnelles publiés via Internet seront finalisés dans les prochains mois.

Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir) - C'est ce qu'indiquait hier au Conseil de la nation la ministre de la Poste et des Technologies de l'information et de la communication, Zohra Derdouri.

L'opportunité pour la ministre d'affirmer la vocation de son département en matière de protection, sur une base technique et techno-

logique, des utilisateurs d'Internet, la lutte contre le piratage des données relevant des prérogatives du ministère de la Justice et des dispositions pénales en vigueur.

Ce faisant, des textes législatifs qui viendront en complément du projet de loi définissant les règles générales relatives à la signature et la certification électroniques que la ministre des Technologies avait présentés hier devant des membres de la Chambre haute du Parlement.

Déjà adopté par l'Assemblée populaire nationale et devant être voté aujourd'hui par le Conseil de la nation, le projet de loi sur la signature et la certification électroniques comporte quelque 82 articles et fixe les dispositions réglementaires, organisationnelles et techniques comme il impose des sanctions en ce domaine.

Notons que la signature et la certification électroniques sont des mécanismes de protection des données et des messages, des garanties de l'authenticité, la validité et l'intégrité d'un document numérique, sur la base

de procédés de cryptage et d'identification spécifiques, sous le contrôle des pouvoirs publics et de l'Autorité de régulation de la poste et des télécommunications (ARPT) et l'implication des prestataires concessionnaires.

Ce qui permettra de consolider les avancées déjà réalisées dans le domaine des échanges électroniques, notamment au niveau interbancaire et de la sécurité sociale. Comme il concourra à conforter la sécurisation des échanges sur Internet, renforcer la confiance des utilisateurs et booster la dynamique économique ainsi que commerciale en Algérie, à charge cependant d'une certaine célérité dans la publication des textes d'application et dans la mise en place de la logistique idoine.

Par ailleurs, Zohra Derdouri a qualifié de «fausses» les informations relatives à un prochain mouvement de grève des travailleurs de la poste, la ministre réfutant l'existence de «problèmes».

C. B.

LUTTE CONTRE LE CANCER

L'impérative adaptation du système de santé

Plus que le renforcement du financement, la lutte contre le cancer nécessitera une révision de la stratégie globale en la matière. Le P^r Zitouni estime urgent de remettre le malade au cœur des préoccupations et de réadapter la formation des médecins pour faire face à la prévalence de plus en plus importante du cancer.

Nawal Imés - Alger (Le Soir) - Face à la transition épidémiologique que vit l'Algérie, il est urgent de réviser le système de formation des médecins. C'est le professeur Zitouni, chargé d'élaborer le plan cancer qui le disait hier sur les ondes de la Chaîne III.

Le système de santé est appelé à s'adapter à ces nouvelles données pour faire face aux cas de cancers de plus en plus importants. C'est le cas des oncologues mais également des radiothérapeutes. Si l'Algérie connaît un déficit en nombre de centres de radiothérapie, elle connaît également un grave manque en matière de radiothérapeutes.

Actuellement, ils ne sont pas plus de 50 à exercer. C'est également le cas des radio-physiciens qui sont, selon le P^r Zitouni, les vrais moteurs de la radiothérapie. Ils sont appelés à veiller à la qualité des soins mais également à la sécurité des malades. Malheureusement dit-il, leur formation est «éclatée et n'est pas unifiée».

Dans le rapport élaboré par les experts sous sa houlette, le P^r Zitouni note que l'Algérie a consenti des efforts financiers substantiels sans avoir pu éviter les dysfonctionnements et en suscitant un mécontentement généralisé. L'urgence, dit-il aujourd'hui, est de remettre le facteur humain au cœur des préoccupations en réorganisant les soins. Une nécessité, dit-il, face au vieillissement de la population qui engendre chaque année de nouveaux cas de cancer.

L'Algérie compte entre 45 000 et 50 000 cas de cancers tous types confondus. Les cancers du poumon, du côlon, du sein et de la prostate représentent plus de 60% de la totalité des cancers et ils ont en commun la possibilité d'être dépisté précocement.

Pour arriver à la réduction de la mortalité due au cancer et de la morbidité en améliorant la qualité de vie du malade, le plan cancer s'articule autour de huit axes principaux.

Il s'agit de la prévention et du dépistage qui, selon les dires du P^r Zitouni, le seul investissement valable qui permet de réduire la prévalence du cancer en luttant contre le facteurs de risque dont le tabac qui doit être déclaré ennemi public numéro un.

Les autres axes s'articulent autour du dépistage, du diagnostic, du traitement, de l'accompagnement du malade, de l'information, la formation et la recherche et enfin le financement qui doit être renforcé.

En matière de financement, l'invité de la radio déplore l'absence de comptes nationaux de santé qui permettent de fixer quelles sont les priorités. Il évoque l'existence d'un projet dans ce sens à l'étude.

En dépit de ces difficultés, les experts ont réussi à fixer le montant nécessaire à la mise en place du plan cancer à 200 milliards de dinars pour les cinq années à venir. Il dit cependant regretter que les deux fonds d'affectation spéciale ne soient pas mis à contribution. Pour s'assurer de la réussite du plan cancer, il plaide pour l'instauration d'une entité indépendante chargée d'effectuer une évaluation annuelle des actions mises en place car, dit-il, beaucoup de plans de par le monde ont piteusement échoué faute d'évaluation.

N. I.